Burundi : selon la FIDH, toutes les bases d’une dictature sont en place

RFI,Â 04-07-2017 Le Burundi Â«au bord du gouffreÂ», c'est le titre explicite d'un rapport accablant publiÃ© ce mardi 4 juillet par la FÃ©dÃ©ration internationale des droits de lâ€™homme. Un retour Â«sur deux annÃ©es de terreurÂ». Pour l'organisation, le pays s'enfonce dans la violence et la dictature depuis la dÃ©cision du prÃ©sident Pierre Nkurunziza de briguer un troisiÃ¨me mandat. Le bilan est sombre selon la FIDH avec au moins 1200 morts, des centaines de disparitions forcÃ©es, des milliers de torturÃ©s et plus de 400000 rÃ©fugiÃ©s. L'ONG pointe lâ€™installation dâ€™une Â«dicta durableÂ» au Burundi.

Selon la FIDH, toutes les bases dâ€™une dictature sont en place : un parti Etat, le culte de la personnalitÃ©, des cÃ©lÃ©bratio obligatoires, mais surtout, un systÃ¨me rÃ©pressif dÃ©ployÃ© sur lâ€™ensemble du territoire qui sâ€™appuie sur les imbonera ligue de jeunesse du parti au pouvoir que la FIDH, comme lâ€™ONU, qualifie de milice. Aux soupÃ§ons dâ€™encadrement militaire des imbonerakure sâ€™ajoutent les nombreux rassemblements recensÃ©s par la FIDH cette annÃ©e. Des rassemblements qui ressemblent de plus en plus Ã des Â«Â dÃ©filÃ©s militairesÂ Â» ponctuÃ©s de chants appelant Ã la hain qui alarme le plus la FIDH, câ€™est que plus rien ne semble sâ€™opposer Ã cette dÃ©rive. Sur le terrain, note lâ€™ONG, les dâ€™expression, dâ€™associations, dâ€™information sont complÃ©ments anÃ©anties. Les derniers militants de lâ€™oppositi traquÃ©s,Â les ONG interditesÂ et les mÃ©dias sous contrÃ´le. Sur le plan international, toutes les tentatives de mÃ©diations, dâ€™enquÃªte ou de protection des civils ont Ã©chouÃ©, dÃ©plore la FIDH. Laissant le champ libre au prÃ©sident pour Â«Â re en profondeurÂ Â» la sociÃ©tÃ© burundaise et prÃ©parer lâ€™amendement de la Constitution qui devrait lui permettre de brigu encore un nouveau mandat en 2020. L'ONG appelle doncÂ la communautÃ© internationale Ã agirÂ et avance plusieurs pistes comme le dÃ©ploiement d'une force de policiers onusiens, la crÃ©ation d'une force de lâ€™Union africaine chargÃ©e de protection des civils ou encore des sanctions ciblÃ©es contre des responsables gouvernementaux.

Â

Â

(adsbygoogle = window.adsbygoogle || []).push({});